



service de l'énergie opérationnelle

*Commandement de la logistique de
l'énergie opérationnelle (CLEO)*

Sous-direction Emploi

Bureau Matériels

~ CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ~

Relatif à la fourniture de réservoirs souples de transport de carburants de 200 litres, 1500 litres, 1000 et 1900 litres.

*Pour obtenir un renseignement, adressez-vous au Service de l'Energie Opérationnelle :
Commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle (CLEO)
Case spéciale n° 60016
54035 NANCY Cedex*

Points de contacts

- Renseignements d'ordre technique : ☎ 03.83.19.33.94
cleo-bmat-dev.contact.fct@intradef.gouv.fr
- Renseignements d'ordre financier : ☎ 03.83.19.34.70 (ou 34.44)
csta-bf-fonctionnement.resp.fct@intradef.gouv.fr
- Renseignements d'ordre administratif : ☎ 03.83.19.35.61 (ou 35.21)
csta-ba-mat.contact.fct@intradef.gouv.fr

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ	3
2. DOCUMENTS DE REFERENCE	4
2.1. RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE	4
2.2. NORMES FRANÇAISES OU AUTRES NORMES RECONNUES ÉQUIVALENTES	4
2.3. <i>Documents du Service de l'Energie Opérationnelle</i>	5
2.4. DOCUMENTS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	6
2.4.1. <i>Termes</i>	8
2.4.2. <i>Définitions</i>	8
3. RESERVOIR SOUPLE DE TRANSPORT DE CARBURANTS	10
3.1. GÉNÉRALITÉS	10
3.2. DESCRIPTION.....	10
3.3. HOMOLOGATION	12
3.4. RÉCEPTION.....	12
3.5. APPELLATION ET IDENTIFICATION	13
3.6. NOTICE TECHNIQUE	13
4. EXIGENCES DE MANAGEMENT	13
4.1. EXIGENCES GÉNÉRALES DE MANAGEMENT.....	13
4.2. EXIGENCES DE MANAGEMENT POUR LES PRESTATIONS DE DÉFINITION	14
4.3. EXIGENCES DE MANAGEMENT POUR LES PRESTATIONS DE RÉALISATION	14
4.4. EXIGENCES DE MANAGEMENT ET D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LA GARANTIE ET LE MCO.....	14
5. MOYENS DE COMMUNICATION	15
5.1. LANGUE UTILISÉE.....	15
5.2. FOURNITURES DOCUMENTAIRES	15
5.3. IDENTIFICATION ET CODIFICATION OTAN.....	15
6. EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE.....	15
6.1 PLANIFICATION DE L'ASSURANCE QUALITÉ.....	15
6.2 PREUVES D'ASSURANCE QUALITÉ DES FOURNITURES ET PRESTATIONS ASSOCIÉES	16
7. CONDITIONS ET MODALITE GENERALES DE VERIFICATION /RECEPTION DES ECHANTILLONS.	16
8. CONDITIONS ET MODALITE GENERALES DE VERIFICATION /RECEPTION.....	16
ANNEXE 1 : TABLEAU DE CODIFICATION OTAN.....	17
ANNEXE 2 : NOTE TECHNIQUE DGA N°14-DGATA-AMCT-1401512001003-1-P-A.	18
ANNEXE 3 : NOTE TECHNIQUE DGA N°14-DGATA-AMCT-1401512001003-2-P-A.	18

1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché porte sur la fourniture de quatre lots de matériels :

Lot 1 : Réservoir souple de transport de carburant 200 litres hélitransportable, aérotransportable et aérolargable, couleur NOIR 3603 définie dans la NORMDEF du catalogue GAM-C des couleurs de la défense nationale,

Comprenant :

- Le dossier de définition.
- L'échantillon de matériel conforme à la définition initiale.
- La maquette de notice technique relative à ce modèle de réservoir souple de transport de carburant.
- Des matériels de série avec accessoires.
- La documentation technique.
- Les nécessaires de réparation.

- **Lot 2** : Réservoir souple de transport de carburant 1500 litres hélitransportable, couleur NOIR 3603 définie dans la NORMDEF du catalogue GAM-C des couleurs de la défense nationale,

Comprenant :

- Le dossier de définition.
- L'échantillon de matériel conforme à la définition initiale.
- La maquette de notice technique relative à ce modèle de réservoir souple de transport de carburant.
- Des matériels de série avec accessoires.
- La documentation technique.
- Les nécessaires de réparation.

- **Lot 3** : Réservoir souple de transport de carburant 1000 litres hélitransportable, aérotransportable, aérolargable et tractable, couleur NOIR 3603 définie dans la NORMDEF du catalogue GAM-C des couleurs de la défense nationale,

Comprenant :

- Le dossier de définition.
- L'échantillon de matériel conforme à la définition initiale.
- La maquette de notice technique relative à ce modèle de réservoir souple de transport de carburant.
- Des matériels de série avec accessoires.
- La documentation technique.
- Les nécessaires de réparation.

- **Lot 4** : Réservoir souple de transport de carburant 1900 litres hélitransportable, aérotransportable, aérolargable et tractable, couleur NOIR 3603 définie dans la NORMDEF du catalogue GAM-C des couleurs de la défense nationale,

Comprenant

- Le dossier de définition.
- L'échantillon de matériel conforme à la définition initiale.
- La maquette de notice technique relative à ce modèle de réservoir souple de transport de carburant.

- Des matériels de série avec accessoires.
- La documentation technique.
- Les nécessaires de réparation

2. DOCUMENTS DE REFERENCE

2.1. Réglementation générale

Disponible à :

Direction des journaux officiels
26 rue Desaix
75727 Paris cedex 15

2.2. Normes françaises ou autres normes reconnues équivalentes

Disponibles à :

Association française de normalisation (AFNOR)
11, Rue Francis de Pressené
93571 la Plaine St Denis cedex

- NF E 29-579 : Tuyauterie - Raccords à gros filet rond - ISO PN 16 et ISO PN 25.
- NF EN 29-572: Tuyauterie - Demi raccords symétriques, PN 16.
- ISO 6179 : Caoutchouc vulcanisé ou thermoplastique. Feuilles de caoutchouc et supports textiles revêtus de caoutchouc. Détermination du taux de transmission des liquides volatils (technique gravimétrique).
- NF EN ISO 2286-2 : Supports textiles revêtus de caoutchouc ou de plastique. Détermination des caractéristiques des rouleaux. Partie 2 : Méthodes de détermination de la masse surfacique totale, de la masse du revêtement et de la masse surfacique du support.
- NF EN ISO 2286-3 : Supports textiles revêtus de caoutchouc ou de plastique. Détermination des caractéristiques des rouleaux. Partie 3 : Méthode de détermination de l'épaisseur.
- NF EN ISO 1421 : Supports textiles revêtus de caoutchouc ou de plastique – Détermination de la force de rupture et de l'allongement à la rupture.
- NF EN ISO 5470-1 (NF G37-121) : Supports textiles revêtus de caoutchouc ou de plastique. Détermination de la résistance à l'usure. Partie 1 : appareil d'essai d'abrasion Taber.
- NF EN ISO 1876-2 : Supports textiles revêtus de caoutchouc ou de plastique – Essais à basse température partie 2 : essai de choc sur boucle.
- NF M 07-001, NF EN ISO 3170 : Produits pétroliers liquides – Echantillonnage manuel.
- IP 540: Determination of the existent gum content of aviation turbine fuel – Jet evaporation method.
-
- Règlement CE n° 1907/2006 "REACH".

Disponibles à :

Centre de Normalisation de la Défense (CND)

DGA/SMQ/CND

16 bis avenue Prieur de la côte d'Or
CS 40300 94 Arcueil Cedex114

- Norme Défense NORMDEF 0001 Edition 02 septembre 2017 : couleurs de la Défense nationale.
- CAC/AQF : Cahier des clauses administratives particulières communes applicables à l'assurance qualité des fournitures lors de l'exécution des marchés notifiés par la délégation générale pour l'armement et certains autres organismes du ministère de la défense.
- CAC NC relatif au traitement d'une non-conformité Edition du 12 octobre 2005.
- CE 1272/2008 : règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage (disponible sur le site internet www.osha.europa.eu).
- NIMP 15 : Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 15 (disponible sur le site internet www.nimp15.fr).

2.3. Documents du Service de l'Energie Opérationnelle

Disponibles à :

Direction du Service de l'Energie Opérationnelle (DSEO)

case n° 68

60 boulevard Général Martial VALIN
CS 21623

- GTP : guide technique des produits délivrés par le service des essences des armées.
- Spécification d'homologation DCSEA 134/B : carburéacteur pour turbomachines d'aviation, type kérosène F-35 et carburéacteur pour turbomachines d'aviation, type kérosène + additif anti glace F-34.
- Spécification d'homologation DCSEA 108/A : carburéacteur diesel non additivé XF-63 et carburéacteur diesel F-63.871
- Spécification d'homologation CSR 408 Gazole F-54 NF EN 590.
- Spécification d'homologation DSEO 5102/E relative au réservoir souple hélitransportable de 1500 litres pour carburants.
- Spécification d'homologation DSEO 5107/D relative aux réservoirs souples hélitransportables, aérotransportables, aérolargables et tractables de 1000 et 1900 litres pour carburants.

- Spécification d'homologation DSEO 5108/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable et aérolargable de 200 litres pour carburants.

Disponibles à :

Commandement de la logistique de L'énergie opérationnelle (CLEO)
Boîte postale n° 60016.
54035 NANCY cedex

- Répertoire DCSEA 6703 : répertoire des matériels ou produits homologués par le service des essences des armées (SEA).
- Spécif DCSEO 5320/B: joints pour hydrocarbures.
- Spécification d'homologation DSEO 5102/E relative au réservoir souple hélitransportable de 1500 litres pour carburants.
- Spécification d'homologation DSEO 5107/D relative aux réservoirs souples hélitransportables, aérotransportables, aérolargables et tractables de 1000 et 1900 litres pour carburants.
- Spécification d'homologation DSEO 5108/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable et aérolargable de 200 litres pour carburants.

Disponible à :

Direction Générale de l'Armement - Techniques aéronautiques
47 rue Saint Jean
BP 93123
31131 BALMA Cedex

Programme d'essais d'aérotransport et d'aérolargage des réservoirs souples pour carburants.

- Essais d'aérotransport : note technique DGA N°14-DGATA-AMCT-1401512001003-2-P-A.
- Essais d'aérolargage : note technique DGA N°14-DGATA-AMCT-1401512001003-1-P-A.

2.4. Documents du Ministère de la Défense

Disponibles à :

Centre de Normalisation de la Défense (CND)
16 bis, avenue Prieur de la Côte d'Or
94114 ARCUEIL Cedex
Courriel : cnd@dqp.dga.defense.gouv.fr

- NORMDEF 0001 (GAM C du 10/01/06) : couleurs de la défense nationale.

- NORMDEF 0003-3 Edition 01 de juin 2008 : systèmes de peinture destinés à la protection terrestre d'armement : partie 3. Conditions générales relatives à la maîtrise en œuvre des systèmes de peinture terrestre.
- CAC/AQF/2000, 150/DEF/CGE/PRB/CRM de 2000-10-09 : cahier des clauses administratives particulières communes relatives à l'assurance qualité des fournitures applicables aux marchés notifiés par la délégation générale pour l'armement ou d'autres organismes du ministère de la défense - Edition 2000 (CAC/AQF).
- Note DCMAT/SDT du 25/01/89 : niveaux techniques d'intervention.
- MAT 10001 : Instruction relative à l'élaboration de la documentation de mise en œuvre approuvée par décision n° 516/DEF/EMAT/BSA/2M/MAINT du 06 juillet 2004 et sa version la plus récente.
- MAT 10002 : Instruction technique relative à l'élaboration de la documentation d'entretien et de réparation approuvée par décision n° 16147/DEF/DCMAT/SDT/CMM/MET du 28 juin 2001, édition du 30 juin 2001 et sa version la plus récente.
- MAT 10003 : Instruction relative à l'élaboration de la documentation de ravitaillement approuvée par décision n° 3758/DEF/EMAT/Etudes/10 du 05 mars 1990 version 1.1 (modificatif 01 du 22 janvier 1993) édition du 22 mai 2001 et sa version la plus récente.
- Dictionnaire FAC : guide de rédaction du fichier acquisition (FAC) pour intégration des LAR sous le référentiel articles du SIM@T et sa version la plus récente.
- Guide S-CAT N°11402 (1re édition) du 15 mai 2007 : aérotransport des matériels.
- GUIDE S-CAT N° 11407(1 re édition) du janvier 2013 : environnements rencontrés par un matériel aérotransporté
- Procédure S-CAT 11409 « Aérotransport des matériels »
- Guide DGA Techniques aéronautiques N° 027 S-CAT « Recommandations pour les points d'arrimage sur les matériels aérotransportés »
- 10/00/ATH/Gui « Guide des caractéristiques géométriques, dimensionnelles et mécaniques des matériels arrimés par les systèmes d'arrimage automatique des avions Hercules C130 et Transall C160 »
- Guide CAP 3537 : recommandations générales pour la conception et l'implantation des pontets d'arrimage sur les matériels aérotransportables par avions militaires utilisés par l'armée française.
- RG.AERO 000 14 ED C de 2003-02-01 : Définition d'un produit - Guide pour l'élaboration du dossier de définition.
- RG.AERO 000 15 ED A de 2000-12-01 : Justification de la définition - Guide pour l'élaboration du dossier de justification de la définition.
- RG.AERO 000 30 ED A de 2001-02-01 : Management de programme - Elaboration de l'organigramme des tâches.
- RG Aéro 000 40 : Recommandation générale pour la spécification de management de programme.

NOTA : cette liste n'est pas exhaustive et le titulaire est chargé de rechercher toutes les normes applicables pour l'étude et la réalisation du marché.

2.4. Terminologie

2.4.1. Termes

ACCA	Annexe des clauses communes applicables (CCAG)
AE	Acte d'engagement
AOQ	Assurance officielle de la qualité
AQ	Assurance de la qualité
AQF	Assurance Qualité des Fournitures
AR AQF	Autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures
BdC	Bon de commande
CAC AQF	Cahier des clauses administratives particulières communes relatives à l'assurance qualité des fournitures
CAC NC	Cahier des clauses administratives particulières communes relatives au traitement d'une non-conformité, à l'émission et au traitement d'une demande de dérogation
CCAG	Cahier des clauses administratives générales
CCAP	Cahier des clauses administratives particulières
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
CDCF	Cahier Des Charges Fonctionnelles
CETSEO	Centre d'Expertise Technique du Service de l'Energie Opérationnelle
CMP	Code des marchés publics
CR	Compte rendu
CSLSEO	Centre de Soutien Logistique de l'Energie Opérationnelle
DD	Dossier de définition
CLEO	Commandement de la Logistique de l'Energie Opérationnelle
DSEO	Direction du Service de l'Energie Opérationnelle
DJD	Dossier Justificatif de Définition
DJE	Dossier de Justification des Exigences
EAQP	Exigences d'assurance qualité du produit
FEB	Fiche d'expression de besoin
MCO	Maintien en condition opérationnelle
MSO	Mise en service opérationnel
ODA	Obligations de l'Administration
PA	Pouvoir Adjudicateur
SdM	Spécification de management
SdMAQ	Spécification de management et d'assurance qualité
SEO	Service de l'Energie Opérationnelle
SLI	Soutien Logistique Intégré
STB	Spécification Technique de Besoin
STR	Support textile revêtu

2.4.2. Définitions

Marché	Acte contractuel passé par l'administration selon la réglementation en vigueur (code des marchés publics).
Prestations	Ensemble de produits et de services attendus du titulaire d'un contrat/marché.

Obligations	Ensemble d'exigences, contraintes et conditions que doit remplir et respecter le titulaire d'un contrat/marché.
Management de projet	Ensemble des activités (processus), basé sur l'application de connaissances (y compris l'expérience), de méthodes et d'outils, visant à atteindre (et maîtriser) les objectifs de performances (dont la qualité), de coûts et de délais du projet.
Exigences	Besoin et/ou attente formulés, habituellement implicites, ou imposés (<i>définition plus technique : expression des besoins ou traduction en un ensemble de contraintes et de performances à respecter et exprimées en termes quantitatif et qualitatif pour la caractérisation d'une prestation</i>).
Exigence (ou obligation) de résultats	Exigence (ou obligation) qui impose au titulaire un engagement sur le résultat final d'une prestation (généralement en matière de respect/conformité à des contraintes ou des performances).
Exigence (ou obligation) de moyens	Exigence (ou obligation) qui impose seulement au titulaire un engagement sur des efforts à consentir (en général en termes de ressources et de moyens à mettre en place pendant une durée donnée) pour atteindre un objectif.
Conformité	Satisfaction d'une exigence.
Traçabilité des exigences	Aptitude à retrouver l'historique, l'utilisation (et notamment la déclinaison) ou la localisation d'une exigence au moyen d'une identification enregistrée.
Vérification des exigences	Confirmation par des preuves tangibles que les exigences spécifiées ont été vérifiées (<i>définition plus technique : processus plus ou moins détaillé, qui peut lui-même constituer une exigence, et qui permet de s'assurer de la conformité d'une prestation par rapport à ses exigences</i>).
Validation des exigences	Confirmation par des preuves tangibles que les exigences pour une utilisation spécifique ou une application prévues ont été satisfaites.
Qualité	Ensemble des propriétés et caractéristiques d'un produit ou service qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire des besoins exprimés ou implicites (nota : dans un contexte contractuel les besoins sont spécifiés).
Assurance de la Qualité	Ensemble des actions préétablies et systématiques nécessaires pour donner la confiance appropriée en ce qu'un produit ou service satisfera aux exigences données relatives à la qualité.
Processus	Ensemble d'activités corrélées ou interactives qui transforme des éléments d'entrée en éléments de sortie.
Configuration	Ensemble de caractéristiques fonctionnelles et physiques d'un produit définies par les documents techniques et obtenues par le produit.
Evolution	Changement du contenu d'un document géré en configuration (STB, DD,...) caractérisé en fonction de son incidence sur l'emploi.

Dérogation Autorisation écrite d'utiliser ou de livrer une quantité de produits, composants ou stocks déjà réalisés mais non conformes aux exigences spécifiées (voir CAC NC).

Nota : les évolutions et dérogations doivent recevoir l'accord préalable (avant mise en œuvre) du prescripteur technique selon une procédure contractuelle avalisée par le pouvoir adjudicateur.

Acceptation Décision prise par le client, reconnaissant que le produit ou le document est conforme à ce qui est demandé au contrat.
NB : Il est précisé que l'acceptation d'un document n'engage pas la responsabilité de l'autorité qui l'accepte, sur l'utilisation du contenu du document.

Approbation Accord formel permettant l'utilisation ou l'application d'un document.

Réception Terme utilisé dans le cadre contractuel du marché et en particulier du CCAG MI : décision prise à l'issu des opérations de vérification. La réception entraîne le transfert de propriété.

3. RESERVOIR SOUPLE DE TRANSPORT DE CARBURANTS

3.1. Généralités

- **RS 200 litres** : conforme au paragraphe 1 de la spécification DSEO 5108/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable et aérolargable de 200 litres pour carburants.
- **RS 1500 litres** : conforme au paragraphe 1 de la spécification DSEO 5102/E relative au réservoir souple hélitransportable de 1500 litres pour carburants
- **RS 1000 litres et 1900 litres** : conforme au paragraphe 1 de la spécification DSEO 5107/D relative aux réservoir souple hélitransportable, aérotransportable, aérolargable et tractable de 1000 et 1900 litres pour carburants.

3.2. Spécification de références et modifications applicables au titre de la consultation.

- **RS 200 litres** : conforme au paragraphe 2 de la spécification DSEO 5108/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable et aérolargable de 200 litres pour carburants.
- **RS 1500 litres** : conforme au paragraphe 2 de la spécification DSEO 5102/E relative au réservoir souple hélitransportable de 1500 litres pour carburants.

La Phrase du paragraphe 2.1.3 Capacité et masse, traitant de la masse du réservoir, de la spécification DSEO 5102/E (La masse totale du réservoir souple vide et de ses équipements ne doit pas dépasser 80 kg) n'est pas applicable pour cette procédure.

Il est demandé en remplacement, la prise en compte de la caractéristique suivante :

La masse totale du réservoir souple vide, de ses équipements et de son nécessaire de réparation ne doit pas dépasser 80 kg.

- **RS 1000 litres et 1900 litres** : conforme au paragraphe 2 de la spécification DSEO 5107/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable, aérolargable et tractable de 1000 et 1900 litres pour carburants.

Le paragraphe 2.2.2 : Dispositif de contrôle de l'écoulement et de la pression de la spécification DSEO 5107/D ci-dessous n'est pas applicable pour cette procédure.

2.2.2. Dispositif de contrôle de l'écoulement et de la pression

Un dispositif doit permettre de commander l'écoulement du produit soit pour la vidange soit pour le remplissage du réservoir. Il doit également permettre l'arrêt automatique de cet écoulement lorsque la pression à l'intérieur du réservoir atteint une valeur de 0,30 +/- 0,05 bar. Cet arrêt automatique doit se déclencher lorsque le réservoir est rempli à sa capacité nominale.

La vidange du réservoir doit pouvoir être effectuée sans démontage du contrôleur de pression.

Les deux fonctions, contrôle de l'écoulement et contrôle de la pression, peuvent :

- soit être regroupées dans un même appareil (accrocheur-régulateur par exemple) ;
- soit faire l'objet de deux appareils distincts raccordés directement entre eux ou reliés par un tuyau flexible ; dans ce cas, la longueur du tuyau doit être de 1,60 mètre ;
- soit un accrocheur limiteur de plein et de pression ; dans ce dernier cas, la longueur du tuyau doit être de 1,60 mètre également.

Le raccordement de ces éléments entre eux ainsi que le raccordement sur le réservoir doivent s'effectuer à l'aide de demi-raccords à débranchement rapide de diamètre nominal 40 mm (DN 40) et

de pression nominale 10 bars (PN 10).

Le dernier élément doit être équipé d'un demi-raccord symétrique, sans verrou, de DN 40.

Les demi-raccords doivent être équipés de bouchons reliés à eux par une cordelette en fibre synthétique.

Lorsque le dispositif de contrôle de l'écoulement et de la pression est enlevé, il ne doit exister sur le réservoir aucun accessoire susceptible d'être accroché par l'élingue de l'aéronef.

Il est demandé en remplacement de fournir :

Dispositif de contrôle de l'écoulement et de la pression

Un dispositif limiteur de plein Normé ISO 45, (2,5 pouces), qui doit permettre de commander l'écoulement du produit soit pour la vidange soit pour le remplissage du réservoir. Il doit également permettre l'arrêt automatique de cet écoulement lorsque la pression à l'intérieur du réservoir atteint une valeur de 0,30 +/- 0,05 bar. Cet arrêt automatique doit se déclencher lorsque le réservoir est rempli à sa capacité nominale.

La vidange du réservoir doit pouvoir être effectuée sans démontage du contrôleur de pression

2.4.2 caisses

Il n'est pas à prendre en compte pour cette procédure à l'exception des RS 200 litres qui seront présentés par le titulaire avec leur caisse de stockage et de transport. Pour les RS 1500 litres ainsi que pour RS 1000 litres et 1900 litres, les caisses de transport seront fournies et acheminées par le SEO au titulaire, après le passage du contrôleur en usine pour litres.

La livraison s'effectuera à l'issue.

3.3. Homologation

- **RS 200 litres** : conforme au paragraphe 3 de la spécification DSEO 5108/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable et aérolargable de 200 litres pour carburants.
- **RS 1500 litres** : conforme au paragraphe 3 de la spécification DSEO 5102/E relative au réservoir souple hélitransportable de 1500 litres pour carburants.
- **RS 1000 litres et 1900 litres** : conforme au paragraphe 3 de la spécification DSEO 5107/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable, aérolargable et tractable de 1000 et 1900 litres pour carburants.

3.4. Réception

- **RS 200 litres** : conforme au paragraphe 4 de la spécification DSEO 5108/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable et aérolargable de 200 litres pour carburants.
- **RS 1500 litres** : conforme au paragraphe 4 de la spécification DSEO 5102/E relative au réservoir souple hélitransportable de 1500 litres pour carburants.
- **RS 1000 litres et 1900 litres** : conforme au paragraphe 4 de la spécification DSEO 5107/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable, aérolargable et tractable de 1000 et 1900 litres pour carburants.

Prélèvement de tissu : Le contrôleur prélève :

Deux échantillon du support textile revêtu ayant servi à la fabrication du ou des réservoirs.
L'échantillon constitué d'un coupon de 6 m x 1,5 m environ et comportant un assemblage, sur lequel est indiqué le N° de lot de tissu, la dates du prélèvement, et les N° RS fabriqués avec ce lot de tissu, il est signé par le contrôleur.au envoyé par l'industriel au :

Centre d'Expertise Technique du Service de l'Energie Opérationnelle CETSEO
302, chemin de Ste Marthe
13 014 MARSEILLE

3.5. Appellation et identification

- **RS 200 litres** : conforme à l'annexe 1 de la spécification DSEO 5108/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable et aérolargable de 200 litres pour carburants.
- **RS 1500 litres** : conforme à l'annexe 1 de la spécification DSEO 5102/E relative au réservoir souple hélitransportable de 1500 litres pour carburants.
- **RS 1000 litres et 1900 litres** : conforme à l'annexe 1 de la spécification DSEO 5107/D relative au réservoir souple hélitransportable, aérotransportable, aérolargable et tractable de 1000 et 1900 litres pour carburants.

Immatriculation des RS

Les inscriptions sont réalisées suivant le plan en annexe 1 de la spécification dseo 5108/D.
le numéro d'immatriculation de chaque réservoir sera fourni par le cleo au fur et à mesure des commandes.

3.6. Notice technique

La notice technique comprendra au minimum :

- Un sommaire.
- Une description du réservoir et de ses accessoires ainsi que les caractéristiques dimensionnelles et pondérales du réservoir.
- Un plan du réservoir, un plan des différents accessoires et leurs références.
- Un mode d'emploi pour le transport, et la mise en œuvre.
- Un tableau désignant tous les composants du réservoir, leurs références et les noms et adresses des fabricants.
- Un plan de pliage (avec un schéma clair et photos des différentes phases de pliage)
- La composition du nécessaire de réparation et le mode de réparation.
- Les opérations de maintenance.

La maquette de la notice technique est remise uniquement par voie postale avec accusé de réception, à l'exclusion de tout autre mode de transmission, au CLEO au plus tard sept (7) jours après la présentation de l'échantillon de matériel pour les vérifications préalables à sa validation.

4. EXIGENCES DE MANAGEMENT

4.1. Exigences générales de management

Le titulaire met en place, conformément aux exigences de l'ISO 9001 et du CAC/AQF, pendant la durée du contrat une organisation et les moyens associés qui garantissent au client la maîtrise, la coordination, la cohérence des tâches et des travaux de son ressort ainsi que la tenue des objectifs fixés.

En fonction de l'importance de l'affaire et en l'absence d'exigence de plan de management industriel documenté, le titulaire exposera lors de la réunion de programme l'organisation retenue pour la conduite de l'affaire et les risques identifiés.

Dans le cas où le titulaire déciderait de confier des prestations contractuelles à un autre industriel que lui-même, il en informe le client pour accord, lui justifie sa décision. Il vérifie que l'industriel respecte des exigences de non-régression dans la tenue des engagements pris.

Le titulaire signale au client tout risque de non tenue de délais et de performances contractuels.

Tout écart (ou ensemble d'écarts) constaté ou anticipé vis-à-vis des clauses techniques fait l'objet d'une demande de dérogation. (cf CAC NC ou procédure industrielle)

4.2. Exigences de management pour les prestations de définition

Lors des travaux de définition, le titulaire justifie de quelle manière la solution technique [et logistique] qu'il a choisie répond aux besoins.

Une visibilité sur la définition est donnée au client. Les informations à soumettre sont les suivantes :

- Complément éventuel concernant les besoins.
- Identification des composants : en particulier dans le cadre des supports textiles revêtus (STR), le titulaire doit joindre la fiche de composition physico-chimique des matériaux mis en œuvre. La composition doit être en tout point conforme à celle des matériaux soumis à homologation. Des analyses contradictoires peuvent être réalisées pendant toute la durée de réalisation des prestations.
- Justifications des choix de composants vis à vis des besoins.

Le titulaire est tenu de vérifier le respect de l'ensemble des exigences incluses dans l'expression de besoin avant la présentation du dossier de définition et de lister les éventuels écarts.

Toute demande de dérogation (ou d'évolution) vis à vis des besoins contractuels est à présenter au client pour acceptation, avant de la prendre en compte.

4.3. Exigences de management pour les prestations de réalisation

Avant chaque présentation d'un produit au client, le titulaire identifie sa configuration et vérifie sa conformité au dossier de définition validé (et aux demandes de dérogations et demandes d'évolution acceptées).

Suite aux vérifications industrielles, le titulaire établit puis présente un certificat ou déclaration de conformité attestant de la qualité du produit livré et la justifiant. Ce document présente les informations suivantes :

- rappel de la référence des documents contractuels, de définition et des éventuelles dérogations et évolutions acceptées,
- composition des produits présentés
- synthèse des résultats des vérifications,
- description des éventuelles non conformités, réserves et demandes de dérogations,
- rappel des garanties et planification éventuelle des corrections des non conformités constatées.

Les opérations de vérification du client comprennent l'analyse du certificat ou déclaration de conformité du titulaire.

4.4. Exigences de management et d'assurance qualité pour la garantie et le MCO

En cas de non conformités détectées sur les produits livrés, le titulaire s'engage pour les périodes de garantie et MCO :

- à répercuter les corrections si nécessaire, dans les documents de définition et les fournitures de soutien ;
- à corriger les produits déjà livrés en respectant pour la réalisation et la livraison des produits corrigés l'ensemble des exigences de cette SdMAQ.

Ceci en respectant les exigences générales.

5. Moyens de communication

5.1. Langue utilisée

Tous les échanges dans le cadre du contrat se font en français (notamment : courriers, contacts téléphoniques, réunions, documents).

Tous les documents utilisateurs établis au titre du contrat sont rédigés en français.

5.2. Fournitures documentaires

Tous les documents produits sont à fournir sous forme papier en [3] exemplaires et sous forme informatique en [1] exemplaire. La fourniture est réputée fournie lorsque les exemplaires papiers et informatiques sont livrés à l'adresse suivante : CLEO, Boite Postale n° 60016, 54035 NANCY cedex.

La documentation est mise à jour pendant tout le déroulement du marché par le titulaire en fonction des évolutions du matériel.

5.3. Identification et codification OTAN

Pour chaque article du système, le titulaire réalise la codification OTAN afin d'obtenir un NNO jusqu'au niveau NT12 inclus Cette codification OTAN des articles se fait conformément aux clauses techniques relatives à la codification OTAN précisées en annexe 1 au présent CCTP.

6. EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE

6.1 Planification de l'assurance qualité

{Q-1} Les dispositions d'assurance qualité mises en œuvre pour l'ensemble des produits du marché seront précisées lors de la réunion de lancement. Il décrira en particulier les processus ayant un impact direct sur la qualité des produits ainsi que les enregistrements relatifs à la qualité (ERQ) prouvant l'application de ces processus. Une attention particulière sera portée sur le processus de réalisation du produit (§7 de l'ISO 9001-2000) avec au minimum une description des points suivants :

- Maîtrise des produits sous-traités et fournitures approvisionnées.
- Maîtrise de la production, y compris production des documents.
- Maîtrise des procédés spéciaux¹ essentiels pour le produit.
- Traçabilité du produit.

{Q-2} Le titulaire met en œuvre son SMQ et ses processus associés (cf. ISO 9001-V2000 ou suivante). Les documents correspondants doivent pouvoir être consultés par le client et/ou ses représentants.

¹ Un procédé spécial est un procédé industriel pour lequel une opération de contrôle n'est pas suffisante, à elle seule, pour avoir l'assurance de la qualité de la fourniture. Le titulaire doit également apporter les preuves d'une parfaite maîtrise du processus

{Q-3} Le titulaire tient à disposition du client des enregistrements qualité des processus mis en œuvre.

{Q-4} Le titulaire précise lors de la réunion de lancement, les coordonnées de l'entité destinataire des réclamations clients (au sens de la norme ISO 9001-V2000). Cette entité aura toute latitude pour traiter les dysfonctionnement et/ou non-conformités identifiées

6.2 Preuves d'assurance qualité des fournitures et prestations associées

{Q-5} Le titulaire organise avec l'autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures (AR AQF) après la notification du contrat (ou des marchés subséquents), une réunion de lancement de l'AQF (cf. article 6 du CAC/AQF). Cette réunion sera conjointe avec la réunion de lancement.

{Q-6} L'AR AQF a notamment accès aux preuves de conformité des fournitures approvisionnées, du respect des procédés spéciaux et de la conformité des matériels objets du contrat. Cette liste de preuves est à préciser lors de la réunion de lancement d'AQF.

7. CONDITIONS ET MODALITE GENERALES DE VERIFICATION /RECEPTION DES ECHANTILLONS.

{Q-7} Le fournisseur doit s'assurer de la configuration des échantillons et être en mesure d'assurer et d'avoir les moyens d'industrialisé le produit.

8. CONDITIONS ET MODALITE GENERALES DE VERIFICATION /RECEPTION.

En complément des exigences spécifiées pour chaque type de fournitures, il est précisé que :

{Q-8} Une spécification d'acceptation et le contenu du dossier de présentation sera défini lors de la réunion de lancement d'AQF prévue au CAC NC. Dans le cas contraire, ce contenu sera défini au plus tard lors de l'établissement du dossier d'industrialisation (DFC) et soumis à l'acceptation au CLEO.

{Q-9} Le dossier de présentation sera composé des éléments suivants :

- Certificat de conformité.
- Relevé de contrôle individuel (RCI).
- Bilan des non-conformités (voir CAC NC).



ANNEXE 1 : TABLEAU DE CODIFICATION OTAN

Tableau à renseigner des articles codifiés OTAN

pour reservoir souple de transport de carburant

XXXXX m 3

[illegible]

ANNEXE 2 : note technique DGA N°14-DGATA-AMCT-1401512001003-1-P-A.

ANNEXE 3 : note technique DGA N°14-DGATA-AMCT-1401512001003-2-P-A.